

La France estime avoir rallié une majorité de gouvernement de l'UE

© 11/03/2016 |  Terre-net Média

Paris, 11 mars 2016 (AFP) - La France estime avoir rallié une majorité de gouvernements européens à son analyse de la crise agricole qui touche principalement le lait et le porc, a indiqué vendredi le ministre de l'agriculture, Stéphane Le Foll, avant le conseil européen prévu lundi.

« J'ai reçu un écho favorable de la part de la plupart des ministres (de l'agriculture) que j'ai rencontrés ; la France a fait prendre conscience à tous de la crise que traverse l'Europe » a indiqué **Stéphane Le Foll** devant la presse, ajoutant que « le commissaire européen (à l'agriculture) partage aujourd'hui notre analyse ».

Le ministre a multiplié ces derniers jours les contacts avec ses homologues de Belgique, Allemagne, Slovénie, Espagne, Italie, Autriche, Portugal et Roumanie.

De retour vendredi de Slovénie et des Pays-Bas, qui président actuellement le conseil européen, il avait entamé la semaine par une visite en Allemagne où il s'est félicité d'une « position commune » aux deux pays. Celle-ci consistera notamment à réclamer des mesures pour « stabiliser puis réduire » la production de lait, dont les niveaux exceptionnels contribuent à faire s'effondrer les prix. La France souhaite un relèvement des **niveaux de stockage pour la poudre de lait**, de 109.000 à 160.000 tonnes (pour l'ensemble des 28 Etats membres) et une dérogation temporaire aux règles de la concurrence autorisant les Etats à limiter la production.

« Outre l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie et la Slovénie y sont favorables » a-t-il dit. Le ministre slovène devait réunir autour de ces propositions vendredi après-midi le Groupe de Visegrad (Tchéquie, Slovénie, Slovaquie, Hongrie) plus l'Autriche, a souligné le ministre, qui partagera lundi un petit déjeuner avec ces protagonistes, avant le début du Conseil.

Sur le porc, les mesures consisteraient en un renforcement de l'aide au stockage privé et à un relèvement du plafond des aides ministérielles, de 15.000 à 30.000 euros sur trois ans. La levée de l'embargo sanitaire russe sur le porc relève de négociations politiques « au plus haut niveau », a-t-il prévenu.

En face, la France devrait se heurter à l'Irlande, à la Suède et au Danemark, qui ont beaucoup augmenté leur production laitière, et au Royaume-Uni, hostile aux mesures d'intervention. « Ces pays ne partagent pas le constat d'une surproduction: ils estiment que subsisteront ceux qui peuvent assumer des prix extrêmement bas », a expliqué Stéphane Le Foll.

Le Conseil des ministres de l'agriculture convoqué lundi par le commissaire Phil Hogan fait suite à celui du 14 février, à l'issue duquel chaque pays avait été appelé à émettre des propositions.